

11. *Ymy tunc p de comin*
La Colla quah

1653

841



F A C T V M,

Pour Damoiselle Françoise Musnier, femme separée, quant aux biens, d'auec René de Rabuthin, Escuyer sieur de Saugny, son mary. Perrette Musnier, veufve de feu Philbert Gaultrain. Marie Musnier, femme d'Antoine Litault. Lesdites Musnier heritieres de deffunte Marie Bruneau leur mere, au iour de son deceds, veufve de feu Guillaume le Breton, Seigneur de la Troulliere, ayans repris le proces au lieu de ladite Bruneau, laquelle estoit appellante de deux Sentences renduës par les luges de S Pierre le Moustier, le 13. May 1650. intimées & demanderesses aux fins d'une Sommation & Commission de Chancellerie du 23. Aoust 1653.

+ *femme de M^r Paul de Rauty, Et Elisabeth musnier*

Elisabeth musnier femme

Contre Françoise Bachelier, veufve de deffunct Philippes Rignault, viuant, fermier de ladite terre de la Troulliere, tant en son nom, que comme tutrice des enfans mineurs dudit deffunct & d'elle. Maistre Guillaume Rignault, Prestre Curé de Corbigny: & Gilbert Rignault, heritiers avec lesdits mineurs dudit Philippes Rignault leur pere, ayans repris le proces au lieu dudit deffunct, lequel estoit intimé & appellant de premiere desdites Sentences.

+ *La*

Et contre Messire Philippes Andrault, Cheualier Seigneur Comte de Langeron, heritier de deffunct Messire Iean Andrault son pere, deffendeur en ladite Sommation.

LA terre & seigneurie de la Troulliere appartient ausdites Musnier, comme heritieres de deffuncte Marie Bruneau leur mere, au iour de son deceds femme de Guillaume le Breton, lequel l'auoit acquise de ~~Messire Andrault~~ Messire Iean Andrault, Cheualier Seigneur de Langeron, par contract du 9. Mars 1623. lequel contract porte entre autres choses, Que ledit sieur de Langeron vend ladite terre de la Troulliere, consistant en lu-

— *d*

A



Justice haute, moyenne & basse, Chastel, domaines, cens, rentes, bourdelages, & autres droicts, tout ainsi qu'en auoient jouy deffunct Messire François de Pontalier, & Dame Bernarde de Clercy son espouse, & qu'elle appartenoit audit vendeur par le moyen de l'acquisition qu'il en auoit faite par decret au Baillage de S. Pierre le Moustier, le 20. Feurier 1619 avec promesse de garantir ladite terre, Iustice & Seigneurie, membres & dependances, deschargés de toutes hypoteques & autres charges telles qu'elles soient, sauf celles de fief deuës à Monsieur le Comte de Chastel-Chignon, duquel elle dépend, affirmant ledit Seigneur n'en auoir aliené ny vendu aucune chose.

En l'année 1627. Guillaume le Breton fit bail de ladite terre de la Trouilliere, ses appartenances & dependances, à Philippes Rignault, Procureur fiscal de la terre de Precy, pour six années, & porte ledit bail, Que le preneur sera tenu de conseruer la possession en laquelle estoit ledit Seigneur, de iouyr des bois dependans de ladite terre, glandes & pacage d'iceux, sans souffrir aucune personne vser de la païson, ny couper des bois pour quelque cause que ce soit, sauf que pendant ledit bail il en pourra prendre pour son chauffage & menues necessitez, bois mort & mort bois, mesme s'il en falloit pour les reparations & bastimens de ladite terre, qu'il en pourra prendre aux lieux moins dommaheables, iceux prealablement marquez par le Procureur fiscal ou Gruyer de ladite Seigneurie. Ce bail a esté fuiuy d'un second, datté du 10. Nouembre 1633. aux mesmes charges & conditions portées par le premier.

Philippes Rignault pendant qu'il a esté fermier de la terre de la Trouilliere, suiuant la clause de son bail, a fait ses diligences pour empescher les habitants dudit lieu de mettre leurs bestiaux dans les bois qui en dependent, ainsi qu'il se void par les condamnations interuenues contre aucuns desdits habitants, & les saisies de leurs bestiaux trouuez en delict. Mais en l'année 1642. ledit Rignault n'estant plus fermier de la terre de la Trouilliere se feroit aduisé de faire mettre dans lesdits bois vne quantité de porcs, qui furent saisis à la Requête du Procureur fiscal de ladite Seigneurie. Ce qui donna sujet audit Rignault de faire assigner pardeuant le Bailly de S. Pierre le Moustier les nouveaux fermiers de ladite terre de la Trouilliere, pour voir dire qu'il seroit maintenu comme vsager en la jouïssance desdits droicts d'usage dans tous les bois dependans de ladite Seigneurie, pour y prendre bois mort, & mort mois & autres pour sa necessité, & de ses maisons scizes audit lieu de la Trouilliere, & pour y faire pacager en toutes saisons de l'année ses bestiaux en tel nombre que bon luy sembleroit, sauf au temps de la glande, qu'il n'y pourroit enuoyer que 18. chefs de porcs & un verrat du laige de Mars, & se plaint de ce que combien qu'il fait trois maisons dans la Trouilliere, pour chacune desquelles ses locataires ont peu enuoyer dix-huit

11 on

1e

1t

1e 12

1a

1 es / s
les1u
12

3

chefs de porcs, ny ayant mis que vingt-sept, lesdits fermiers les auoient fait
saisir.

Sur cette action d'instance Marie Bruneau proprietresse de ladite terre, ayant
pris le fait & cause de ses fermiers, les Presidiaux de S. Pierre le Moustier
ont rendu leur Sentence diffinitive le 13. May 1650. par laquelle ledit Ri-
gnault a esté maintenu en la possession & jouissance dudit droit d'usage
dans tous les bois dependans de ladite terre de la Troulliere, pour y prendre
bois mort, & mort bois pour ses necessitez, y enuoyer ses bestiaux en tou-
tes saisons de l'année, des maisons qu'il a assises en la Justice dudit lieu, sauf
au temps de la glande, qu'il n'y pourra enuoyer que dix-huict chefs de
porcs de chaque maison, à la charge de payer à ladite Bruneau par chacun
an au iour S. Estienne lendemain de Noël, vn denier, vn boisseau comble
d'auoine, & vn pain de four, ladite Bruneau condamnée aux domma-
ges & interests dudit Rignault, pour lesquels il baillera sa demande, & aux
despens.

Pendant l'instruction de ce procez, se sont meües deux autres contesta-
tions entre les parties: la premiere, sur ce que ledit Rignault par deux con-
trats des 27. Octobre 1639. & 21. Ianuier 1640. non seulement auroit
pris à ferme du sieur Ceuil, & de Damoiselle Elisabeth Breton sa femme,
la jouissance pour six années de leur moitié des fruits & reuenus de ladite
terre de la Troulliere; mais aussi achepté la coupe & superficie des deux
tiers en la moitié des bois dependans de ladite Seigneurie, moyennant la
somme de deux mille sept cens quarante six liures, sous condition expresse
portée par lesdits contrats, que ledit Rignault ne pourroit demander aucu-
ne indemnité, ny dommages, & interests, à cause des droits d'usage qu'il
pretendoit auoir dans lesdits bois, & sans y preiudicier pour la portion de
ladite Dame Bruneau, laquelle vente n'a point eu d'effect en la personne du-
dit Rignault, par le moyen de ce que Madame la Comtesse de Soissons, Da-
me suzeraine de ladite terre de la Troulliere, à cause de sa terre & Seigneu-
rie de Chastel-Chinon, auroit retenu par puissance de fief l'achapt desdits
bois, & les auroit remis à ladite Bruneau, moyennant le remboursement
actuel de ladite somme de deux mille sept cens quarante-six. Mais lors qu'elle
voulut proceder à l'exploitacion & coupe desdits bois, tout ainsi que
pouuoit faire ladite Dame de Soissons, & pour cet effect baille sa Requête
au Iuge des lieux le 26. Septembre 1648. ledit Rignault malicieusement
l'auoir empesché.

La seconde contestation qui s'est meüe pendant l'instruction de ce procez,
consiste en ce que depuis l'année 1642 deffuncte Marie Bruneau, laquelle
auoit ledit Rignault pour compagnon en la jouissance des fruits & reuenus
de ladite terre de la Troulliere, au moyen du bail qui luy en auoit esté fait

/en
//me/ D

la //

12 //nee

1r

1e
12

partz

1r
1e

L/

4
par les heritiers du sieur le Breton, auroit fait publier & adiuger tous les ans au plus offrant & dernier encherisseur, les estrouffes de la glande desdits bois, à quoy ledit Rignault se seroit continuellement opposé, & pratiqué routes sortes de chicannes dans le dessein qu'il auoit de s'approprier la glande desdits bois, & d'en jouyr luy seul sous pretexte de son bail, & desdits droits d'usage. Sur quoy seroit arriué qu'en l'année 1648. ledit Rignault voyant que la glande desdits bois estoit forte, & qu'elle auoit monté par les encheres iusques à trois cens cinquante liures, il en auroit empesché l'adjudication, & demandé la remise apres vendange, nonobstant que le Procureur de ladite Bruneau consentit qu'elle fust faite à ladite somme: C'est pourquoy l'encherisseur nommé Leuesque s'estant desfilé, ladite Bruneau auroit demandé contre ledit Rignault, qu'il fust condamné de faire valoir ladite encherre, & de payer en son nom ladite somme de trois cens cinquante liures.

Sur ces deux contestations le Bailly de S. Pierre le Moustier a rendu vne seconde sentence le mesme iour de la premiere 13. May 1650. par laquelle à l'esgard du premier chef concernant la permission de couper lesdits bois de la Troulliere, elle auroit esté deboutée de sa demande avec despens. Et pour le regard du second chef concernant ladite somme de trois cens cinquante liures pour la glande de 1648. Sur sa demande les parties ont esté mises hors de Cour & de procez sans despens.

De sorte qu'en ce procez il y a deux Sentences rendues en vn mesme iour, de la premiere les parties en sont respectiuellement appellantes, & y ont conclud, comme en procez par escrit, par Arrest du 16. Iuliet 1650. De la seconde, ladite Dame Bruneau en a seule interietté appel, sur lequel les parties ont esté réglées par le mesme Arrest.

Contre la premiere Sentence les appellantes proposent quatre griefs: le premier consiste en ce que par icelle Philippes Rignault a esté maintenu en la iouissance d'un pretendu droit d'usage dans les bois dépendans de la terre de la Troulliere, pour y prendre bois mort & mort bois pour ses necessitez: Ce grief fondé sur trois moyens.

Le premier, consiste en ce que les tiltres sur lesquels il fonde sa pretention ne sont point considerables: car le premier datté du 24. May 1504. n'est que la coppie d'une pretendue concession faite par le Seigneur de la Troulliere, au profit de Messire Guy Ponge, Prestre-Curé de Nausuign, & autres particuliers du mesme nom, viuans en communauté pour eux & leurs hoirs yssus de leurs corps. Or l'on desnie formellement que ledit Rignault soit yssu en ligne directe d'aucun des Ponges nommez dans ladite concession. Ioint deux circonstances, l'une, que lors de l'action dudit Rignault, ce tiltre estoit prescrit par plus de sept-vingts ans, & l'autre, que cette seruitude estoit purgée

purgée par vn decret de l'année 1619. auquel pas vn des habitans de la Troulliere ne s'estoit opposé pour la conseruation dudit droit.

Le second tiltre sur lequel ledit Philippes Rignault a voulu fonder sa pretension, est la coppie d'un pretendu contract du 13. Octobre 1559. par lequel il a voulu iustifier que Leonard de Pontalier, Cheualier de l'Ordre S. Iean de Hierusalem, lors Seigneur de la Troulliere, auroit concedé lesdits droits d'usage à Gilbert Ponge, fils d'Antoine, duquel Gilbert Ponge ledit Rignault se disoit estre yssu du costé de sa mere. Pour destruire cette pretendue concession, les appellantes disent en la forme qu'elle est nulle, pour auoir esté ledit contract receu par vn Notaire subalterne dans la maison Seigneuriale de la Troulliere, en laquelle il n'auoit aucune Iurisdiction: Et que ledit Leonard de Pontalier n'estoit que simple vsufruitier de ladite terre, ainsi qu'il est iustifié par actes tres-authentiques qui sont au procèz: de sorte que cette pretendue concession n'a peu valoir que pour le temps de son vsufruit.

Au fonds, par cette concession de 1559. il paroist que Gilbert Ponge n'auoit point de droit esdits vsages en vertu de la premiere concession de l'année 1504. & qu'il n'estoit point yssu d'aucun des Ponges y desnommez, puis qu'il a esté reduit à prendre ladite concession de l'année 1559. laquelle ne pouuoit valoir que pendant l'vsufruit dudit Pontalier, qui a finy dès l'année 1579. ainsi qu'il est iustifié par la piece que les appellantes ont produites sous la lettre C. de leur production nouuelle, & ne faut point que les Rignaults disent que ce contract de 1559. est vne confirmation de celui de 1504. Car tant s'en faut, il n'est fait aucune mention dudit premier contract dans celui de 1559. Ce qui fait cognoistre d'autant plus que Gilbert Ponge n'auoit point acquis lesdits droits d'usage en vertu de ce premier contract, & qu'il n'estoit point descendu d'aucun des Ponges y desnommez.

Le troisieme tiltre sur lequel Philippes Rignault a voulu fonder sa pretention datté du 21. Iuillet 1621. par lequel Messire Iean Andrault, Seigneur de Langeron, lors propriétaire de ladite terre de la Troulliere, en vertu d'un decret de l'année 1619. auroit permis aux particuliers y desnommez, entre lesquels estoit Pierre Rignault, pere de Philippes, d'enuoyer pacager leur bestial dans les bois dependances de ladite terre de la Troulliere, & d'y prendre bois mort & mort-bois pour leurs chauffages, & autres leurs necessitez, à la charge qu'ils n'y pourront enuoyer aucunes bestes, mesmes leurs porcs au temps de la païsson & glandes, depuis le iour S. Michel, iusques au 15. Feurier, à peine de l'amande, & de tous despens, dommages & intersts, moyennant que chacun desdits particuliers s'oblige de payer tous les ans audit Seigneur vn boisseau comble d'auoine, & cinq sols en deniers. Ce contract en la forme est destruit & reuoqué par celui dont sera parlé cy-apres.

Au fonds, si lesdits Rignaults auoient voulu se restreindre aux termes de

4/7 # X
/n
/n (21)

1/ct

5)
C'est by contract
cy fourm
transaction / 2

1^e — 2

6
cette prétendue concession, le procès dont il s'agit n'auroit pas esté difficile à iuger, veu que ledit contract contient vne prohibition expresse à tous lesdits vsagers, d'enuoyer leurs bestiaux dans les bois de la Troulliere, depuis le iour S. Michel, iusques au 15. Feurier, en sorte que cet vsage n'empesche point le Seigneur de disposer de ses bois, ny de la glandes d'iceux, qui sont les seules questions du proces.

Le quatriesme tiltre sur lequel les Rignaults ont voulu fonder ~~leur~~ pretention est vn acte datté du 8. Mars 1623. par lequel ils pretendent que le sieur de Langeron les a remis en leurs premiers droicts, suiuant l'ancienne concession de l'année 1504. Mais outre que ce pretendu contract est grandement suspect de faux, ayant esté receu par vn Notaire nommé Ponge, proche parent des Rignaults, & lequel par Arrest de l'année 1644. que les appellantes ont produit sous la lettre G, de leur production nouvelle, a esté conuaincu de faux, & déclaré incapable de tenir aucun Office, & ce coniointement avec ledit Rignault. Il est certain que ledit contract n'est qu'une fraude & pure chicanne, par laquelle le sieur de Langeron apres auoir vendu ladite terre de la Troulliere au sieur le Breton, car leur contract est datté du lendemain 9. dudit mois, a eu dessein de fauoriser lesdits Rignaults. Mais tant s'en faut les appellantes soustiennent, qu'ils ne se peuuent preualoir dudit contract, veu que par iceluy, apres auoir reuoké celui de l'année 1621. lequel par consequent ne subsiste plus: il remet les habitans de la Troulliere en leurs anciens vsages; c'est à dire ceux acquis par le contract de 1504. dont les Rignaults ne se peuuent seruir, veu qu'ils ne sont point yssus d'aucun des Ponges nommez dans ledit contract.

Le cinquieme & dernier tiltre sur lequel Philippes Rignault a voulu fonder sa pretention est vne lieue ou papier de recepte, dont le Procureur des appellantes en premiere instance luy aourny coppie; car il suppose que par icelle deffunct Pierre Rignault son pere a payé les redevances pour lesdits droicts d'vsages es années 1616. 17. 18. 19. & 20. Mais le fait allegué n'est qu'une caillation; car outre que cette pretendue ~~lieue~~ ^{liste} n'est qu'un simple papier volant, qui peut auoir esté fabriqué par ledit Rignault, ou sur icelle ~~estoit~~ pendant qu'il estoit fermier de la Troulliere, tout ce qu'il a voulu: Il est constant que ladite lieue estoit entre ses mains, & que le Procureur de la Dame Brudeau ne luy en a baillé coppie signée de luy, que sur le requisitoire qu'il en a fait apres auoir esté condamné de luy mettre entre ses mains tous les papiers qu'il auoit concernans ladite terre de la Troulliere. entre lesquels il a fait passer ladite pretendue lieue pour seruir à son mauuais dessein.

Le deuxiesme moyen sur lequel les appellantes fondent leur premier grief, consiste en ce qu'elles soustiennent, que par les tiltres de la production que deffuncte Marie Brudeau leur mere a faite en cause principale. Il est iustifié

10
// L'eu

10

// eu

1 esuit
1e

7
que Philippes Rignault a pratiqué toutes ces chicannes pour trauerser ladi-
te veufve le Breton en la iouyffance de son bien, qu'en haine de ce qu'elle
ne luy a pas continué pour sa portion le bail de ladite terre de la Troulliere,
de ce Madame la Comtesse de Soissons ayant retenu par puissance de fief la
couppe d's hauts bois, que les heritiers du fieur le Breton auoient vendus
audit Rignault, elle en auroit gratifié ladic Bruneau. Car si la deffuncte luy
auoit souffert d'abatre lesdits bois, il n'auroit point fait difficulté de frustrer
les autres pretendus vsagers de leur droit: de sorte que cet acheteur en ce
rencontre vouloit auoir plus de priuilege que le Seigneur propriétaire, &
que Madame la Comtesse de Soissons, Dame suzeraine de ladite Seigneu-
rie.

Le troisieme & dernier moyen dont les appellantes se seruent pour sou-
stenir leur premier grief, consiste en ce qu'elles font voir par les baux, que
deffunct Guillaume le Breton a faits avec Philippes Rignault des fructs &
reuenus de ladite terre de la Troulliere, és années 1627/33. non seulement
que ledit Rignault n'a point pretendu de son chef lesdits droits d'vsage, &
de glandes dans les bois dependans de ladite terre. Mais par vne clause ex-
presse inserée dans lesdits baux, s'est obligé de conseruer la possession en la-
quelle estoit ledit fieur le Breton, de iouyr desdits bois, glandes & pacages
d'iceux, sans y souffrir aucune personne vser de ladite paizon, ou couper
lesdits bois pour quelque cause que ce soit, laquelle conuention il a fait valoir
contre tous ceux qui pendant le temps de sa iouyffance y ont commis quelque
delict par les saisies qu'il a fait faire de leurs bestiaux, dont les exploits &
sentences sont sous la lettre M. de la production de ladite Dame Bruneau.

Le deuxiesme grief, par lequel les appellantes font voir le mal iugé de la-
dite Sentence, consiste en ce que par icelle il est permis audit Rignault d'en-
uoyer son bestial pacager dans les bois dependans de ladite terre de la Troul-
liere en toutes saisons de l'année, de toutes les maisons qui luy appartiennent
sauf au temps de la glande, qu'il ny pourra enuoyer de chaque mai-
son que dix-huict chefs de l'augé de Mars. Ce grief fondé sur ce que 1. l'on
denie que les Rignaults soient yffus d'aucuns des Ponges desnommez dans la
concession de l'année 1504. 2. que celui de Leonard de Pontallier de l'an
1559 n'a peu auoir effect que pendant sa vie, d'autant qu'il n'estoit que sim-
ple vsufructier de ladite terre. 3. Que ce droit est personnel, & non reel,
ayant esté concedé par ledit contract de l'année 1504. aux Ponges cy-des-
nommez, & à leurs hoirs yffus de leurs corps. 4. Que ce droit n'est point
cessible ny transmissible aux estrangers, pour feindre que les loataires des
Rignaults à cause de leurs maisons en puissent iouyr. Finalement que mes-
mes les heritiers collateraux desdits Ponges aux termes dudit contract ny
ont point de droit, pour faire voir que les acquisitions que ledit Rignault se

et
luy
le

le
le
le

son

le
le
le

le
le
le

1v ~~anteoir~~ faites d'Adrian & André Pongé ou de leurs héritiers, d'une maison scize à la Trouillière n'est point considerable pour luy avoir acquis ledit droit.

1t *(3)* Le troisieme grief, par lequel les appellantes font voir le mal iugé de ladite Sentence, consiste en ce que par icelle il est ordonné que Philippes Rignault payera à ladite Bruneau le iour S. Estienne lendemain de Noel, un denier en argent, un boisseau comble d'avoine mesure de S. Leonard, & un pain de fournée. Ce grief fondé sur ce que dans les pretendues cessions des années 1504. & 1621. il n'est point fait mention d'un pain de fournée, mais seulement dans celui de l'année 1559. d'où il s'ensuit que le Iuge dont est appel, ne s'est arresté qu'audit contract, lequel les appellantes ont fait voir estre demeuré nul par le deceds de Frere Leonard de Pontalier, lequel n'estoit qu'un usufruitier de ladite terre.

1e Le quatrieme & dernier grief que proposent les appellantes contre ladite Sentence, consiste en ce qu'elles sont condamnées aux pretendus dommages & interets dudit Rignault, & ordonné que pour cet effect il baillera sa demande; Car tant s'en faut qu'il y ait lieu de luy adjuger aucuns dommages & interets pour lesdits droits d'usage, qui ne luy ont jamais appartenu, qu'au contraire ce sont lesdits Rignaults qui doivent estre condamnés en tous les despens, dommages & interets des appellantes, pour les avoir troublées & leur deffaitte mere depuis 15. ans, en la iouissance de leur bien, & de leur avoir suscité tous les iours de nouveaux procez sous pretexte desdits usages, qui ne leur appartiennent point.

112 *(3)* Pour ce qui concerne l'appel de la seconde Sentence du 13. May 1650. comme elle contient deux chefs, les appellantes se plaignent aussi de deux griefs.

1d *(3)* Le premier, consiste en ce que sur le premier chef des demandes & conclusions de ladite Bruneau, concernant la permission qu'elle demandoit de couper les bois dependans de ladite terre de la Trouillière, elle a esté deboutée de sa requeste. Ce grief fondé sur trois moyens: Le premier, que les bois dont est question estans en aage d'estre abattus; c'est une iniustice manifeste d'avoir voulu frustrer un propriétaire de la iouissance & disposition de son bien, sous pretexte d'un pretendu droit d'usage, qui n'a point d'autre fondement que la malice & chicannerie desdits Rignaults. Le second moyen consiste, en ce que les appellantes font voir par pieces authentiques, que Philippes Rignault en l'année 1642. avoit luy mesme achepté des héritiers du sieur le Breton, la coupe de leur part desdits bois, de sorte qu'aux termes de ladite Sentence, ce qui estoit permis à cet achepteur, ne l'est pas aux vrais propriétaires, ny à Madame la Comtesse de Soissons, ou ceux qui la representent, en consequence de son retrait féodal. Et le troisieme, que

1x
1i

1a *1x*

que par les adueus & pieces que les suppliâtes ont produites sous la lettre G, de leur production nouvelle: il est tres bien iustificié qu'en l'année 1504. lors de la premiere concession desdits vîages, la terre & Seigneurie de la Troulliere ne comprenoit que soixantes boisseles de bois, & qu'à present ~~se~~ elle en contient plus de quatre cens, de sorte que supposé sans demeurant d'accord que les Rignaults eussent droit d'usage en vertu de ce contract, ce ne pouuoit estre que sur lesdits soixante boisseles anciens, & non sur les trois cens quarante qui ont esté acquis depuis, & lesquels sont presomez li- bres de ladite pretention.

Le deuxiesme grief consiste, en ce que par ladite Sentence sur la demande qui concernoit la glandes de 1645 dont ladite Bruneau soustenoit que ledit Rignault deuoit demeurer garend iusques à la somme de trois cens cinquante liures pour en auoir empesché l'estrouffe à ladite somme, les parties ont esté mises hors de Cour & de procez. Ce grief fondé sur ce que les publications ayans esté faites & les encheres receues en iustice iusques à ladite somme de trois cens cinquante liures, ledit Rignault n'a point deub par vn esprit de chicanne, & pour s'approprier le tout, en empescher l'adiudication, laquelle le Procureur de ladite Bruneau consentoit estre faite à la- dite somme.

Pour ce qui concerne l'appel interietré par Philippes Rignault, de la pre- miere Sentence du 13. May 1650. Il consiste en ce que le Iuge dont est ap- pel, ne luy a pas permis de prendre dans les bois de la Troulliere ceux qui luy seront necessaires, suivant les tiltres qu'il pretend luy en auoir esté lais- sez par ses predecesseurs, & la possession immemoriable, laquelle il suppo- se qu'il est de iouyr desdits bois, adioustant que lesdits bois appelez neces- saires, sont destinez pour bastir, & pour foire de harnois de labourage. A quoy lesdites Musnier font double response; l'une que l'on desnie formel- lement que les Rignaults en vertu dudit contract de l'année 1504. ny autre- ment, ayent aucun droit d'usage, païson, ny glandes dans lesdits bois de la Troulliere; veu qu'ils ne iustifient point verbalement, ny par escrit, qu'ils soient yssus d'aucun des Ponges nommez dans ledit contract, & autres moyens expliquez cy-dessus. Et la deuxiesme, que si la pretention des Ri- gnaults auoit lieu, qu'ils eussent droit de mettre pacager les bestiaux dans lesdits bois en toutes saisons de l'année, & dix-huit chefs de porcs au temps de la glandes, pour autant de maisons que chaque particulier aura dans le village de la Troulliere, d'y prendre leur chauffage, & du bois à bastir, & pour leurs harnois à leur discretion. Et que le Seigneur propriétaire ne les puisse vendre ny les couper lors qu'ils sont en aage, & en estat de ce faire. Il faut conclurre que lesdits Rignaults sont les vrais propriétaires desdits bois, & qu'avec raison ils se peuvent dire les Seigneurs du fief de la Troul-

4/2
les 3/1
ce n/1
1e 2/1

1e
1e 18

4/

4/1
15 1/1
1+ 12 1/1

1+ #
100 5/1
1e
X

50
lière, qui ne consiste qu'en la jouissance & disposition desdits bois.

Quant à la sommation que lesdites Musnier ont intentée contre le sieur de Langeron, heritier de defunct Messire Jean Andraut, son pere, suivant les fins d'une commission par elles obtenue en Chancellerie, le 23. Aoust 1653. Leur demande est fondée, sur ce que ledit defunct sieur de Langeron, par le contract qu'il a fait avec Guillaume le Breton pour la vente de ladite terre de la Troulliere, le 9. Mars 1623. s'est obligé de luy garantir ladite terre, & à ce faire obliger tous les biens, au preiudice de quoy estans troublez en la jouissance des bois, qui composent la meilleure partie de ladite terre, sous pretexte d'un acte datté du iour precedent. Il est certain que ledit sieur de Langeron ne peut éviter ladite garantie, ioinct deux considerations tres-necessaires d'estre remarquées: l'une, que ledit sieur de Langeron par ledit contract, a déclaré n'avoir rien aliéné des dependances de ladite terre de la Troulliere, depuis son decret de l'année 1619. Et l'autre, que c'est particulièrement sur ledit contract du 8. Mars 1623. que Philippes Rignault s'est fondé pour les troubler en l'exploitation & jouissance de leurs bois, quoy qu'en vertu dudit contract ny autrement, il n'y eust aucun droit.

Ne sert audit sieur de Langeron, de dire que lors de l'action desdites Musnier, ledit contract de l'année 1623. estoit prescrit, & qu'il offre de les desinteresser, & de rendre l'argent que son pere a touché du prix de ladite terre: Car outre que les Rignaults n'ont commencé de troubler les appelantes, ou leur defunte mere qu'en l'année 1642. & que iusques à ce iour elles n'avoient point eu cognoissance de l'acte dont lesdits Rignaults se sont voulu prevaloir, datté du 8. Mars 1623. lequel est grandement suspect de fraude & d'infidat, ayant esté reçu par un Nottaire convaincu de faux, qui estoit de leurs parens, les choses ne sont plus en estat de resoudre ledit contract de vente fait dès l'année 1623. Mais d'obliger ledit sieur de Langeron, suivant la garantie stipulée par iceluy, de faire par ledit sieur de Langeron cesser le trouble procedant du fait de son pere duquel il est heritier, sinon condamné en tous despens, dommages & interests.

Monsieur DU TRONCHAY, Rapporteur.

X 4/1
h/s
a prouva

1 d/n
4

1+

1 L'aud
1 n